

## L'agriculture malgache peut-elle sortir de l'impasse démo-économique ?

*Marie-Hélène Dabat\**, *Bénédicte Gastineau\*\**,  
*Olivier Jenn-Treyer\*\*\**, *Jean-Pierre Rolland\*\*\*\**,  
*Cécile Martignac\*\*\*\*\**, *Alain Pierre-Bernard\*\*\*\*\**

### Introduction

Madagascar a connu une longue période de colonisation (de 1896 à 1960), plus de vingt ans de socialisme (de 1972 à 1993) et plusieurs plans d'ajustement structurel en vue de soutenir une croissance durable du secteur agricole (depuis 1984). Cet héritage historique contraste avec l'apparente immuabilité des structures agraires depuis plusieurs décennies.

Pourtant des signes de mutations profondes qu'encouragent les politiques publiques actuelles, sont actuellement perceptibles sur l'ensemble du territoire. Ces mutations pourraient permettre de répondre au défi démographique prégnant auquel est exposé ce pays très pauvre. Madagascar n'a pas connu de réforme agraire ou de processus de privatisation des terres à grande échelle mais, après plus d'un siècle de présomption de domanialité et de gestion traditionnelle, elle s'est engagé à partir de 2004 dans une réforme de grande ampleur pour sécuriser les droits des paysans sur les terres qu'ils mettent en valeur. Le pays, longtemps dirigé par un pouvoir très centralisé, a entamé un processus de déconcentration de son administration et de décentralisation (promotion du développement par les Régions et les communes). Se développe la mise en valeur intensive des *tanety* (versants de collines), terres jadis délaissées ou réservées aux cultures secondaires. L'environnement économique des exploitations devient propice à la mutation des structures agraires sous l'effet de politiques agricoles adaptées. Enfin, le maintien à la hausse

---

\* Économiste, CIRAD – [dabat@cirad.fr](mailto:dabat@cirad.fr).

\*\* Démographe, IRD – [benedicte.gastineau@ird.fr](mailto:benedicte.gastineau@ird.fr).

\*\*\* Économiste, Secrétariat Multi-Bailleurs – [olivier.jenn-treyer@netclub.mg](mailto:olivier.jenn-treyer@netclub.mg).

\*\*\*\* Économiste, Unité des Politiques de Développement Rural, ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche – [updr.jpr@netclub.mg](mailto:updr.jpr@netclub.mg).

\*\*\*\*\* Géographe, CIRAD – [martignac@cirad.mg](mailto:martignac@cirad.mg).

\*\*\*\*\* Économiste, APB Consulting – [apbconsulting@blueline.mg](mailto:apbconsulting@blueline.mg).

des prix du riz au niveau international pourrait être le catalyseur de ces changements en permettant aux systèmes économiques malgaches, fortement influencés par le caractère insulaire du pays, de s'ouvrir de façon conséquente aux échanges extérieurs et en particulier aux marchés régionaux.

La question de la transition agraire, définie traditionnellement comme un éventail de processus affectant l'agriculture tout autant que l'ensemble de la population rurale, a fait de tous temps l'objet d'une littérature importante<sup>1</sup> et a été relancée récemment par les défis analytiques posés par la mondialisation. Ces processus sont générés par les forces sociales en jeu mais aussi par l'intervention publique, qui joue de notre point de vue un rôle primordial dans le contexte malgache actuel et à venir. Les auteurs se proposent d'analyser ces dynamiques de changement structurel et de mutation de l'agriculture, qui du fait du poids de ce secteur dans l'économie et l'emploi nationaux, constituent un enjeu majeur pour le développement économique et la sécurité alimentaire de Madagascar.

### **Croissance de la population rurale et immuabilité des structures agraires**

L'agriculture a longtemps fourni assez d'activités et d'emplois face à l'augmentation de la population rurale, même dans les zones à forte concentration démographique. Depuis 1960, la croissance de la population et la pression foncière en milieu rural se sont accrues. L'espace est désormais saturé dans certaines régions et le secteur agricole s'essouffle à occuper les nouvelles générations. Cette croissance s'est déroulée en l'absence de changements notables dans les systèmes de production agricole. La conjonction d'une forte augmentation de la population rurale et de l'immutabilité des structures agraires constitue ce que nous appelons l'impasse démo-économique, que les politiques publiques n'ont pu résoudre jusqu'à présent.

#### *Inégalité spatiale et saturation foncière*

Le monde rural compte aujourd'hui 14 millions d'habitants, sur une population totale de 17 millions d'habitants, qui dépendent en quasi-totalité d'une activité agricole. La population rurale a crû fortement ces 50 dernières années. Entre 1950 et 2005, elle a été multipliée par près de 3,5 contre 1,9 entre 1900 et 1950 [Rafrezy, Randretsa, 1985 ; United Nations, 2005].

Entre 1800 et 1950, la croissance démographique a été limitée par une forte mortalité. L'absence de voies de communication et d'organisation du territoire, ainsi que l'exposition d'une grande partie de la population à de forts aléas climatiques et donc à des variations importantes de production agricole, expliquent que des campagnes pourtant faiblement peuplées soient fréquemment touchées par des épidémies ou des famines. La densité de population est faible : vers 1900, on compte moins de 4 habitants au kilomètre carré (hab./km<sup>2</sup>) [Campbell, 1991]. Le

1. Pour une synthèse et une critique, voir des auteurs comme Kautsky [1899], Thorner *et alii* [1966], Bernstein et Byres [2001]...

faible effectif de la population rurale est d'ailleurs souvent perçu par les autorités coloniales comme un obstacle majeur au développement de Madagascar et en particulier au développement agricole. Ces dernières vont prendre diverses mesures pour stimuler la croissance démographique et augmenter la population active : lutte contre les maladies infectieuses et contagieuses, abolition de l'esclavage en 1896, etc. Après 1950, Madagascar entre en transition démographique [Razafimanjato *et alii*, 2001]. Entre 1950 et 1955, la population augmente chaque année de 1,9 % puis de 2,6 % entre 1955 et 1960 [Rafrezy, Randretsa, 1985]. Ce taux s'est ensuite maintenu à un niveau élevé (2,8 % entre 1995 et 2000) [United Nations, 2005].

La croissance démographique n'a en rien changé la répartition de la population sur le territoire malgache. Certes la densité a augmenté (de 10,6 hab/km<sup>2</sup> en 1966 à 26,7 en 2005) mais des espaces vides contrastent avec des espaces très densément peuplés situés généralement sur les Hautes Terres Centrales et sur la côte Est. De 1950 jusqu'à aujourd'hui, l'urbanisation progresse lentement : son taux passe d'environ 10 % en 1950 à 27 % en 2005 [United Nations, 2005]. C'est donc dans le milieu rural que la croissance absolue de la population est la plus élevée : entre 1950 et 2005, l'effectif des ruraux s'est accru de 9,7 millions d'individus contre 4,6 millions en zone urbaine [United Nations, 2005].

Le secteur agricole, qui absorbait la croissance démographique du fait de la faible productivité du travail [Bockel, Dabat, 2001] et des marges d'extensification, paraît à bout de souffle. Au fil des transmissions de patrimoine entre générations, la taille moyenne des exploitations a diminué. Elle est passée de 1,2 hectare en 1985 à 0,86 hectare en 2005, soit une réduction de près de 30 % en 20 ans [MAEP, 2006]. Ceci paraît paradoxal au regard de la réserve de terres cultivables non mises en valeur, qui représente 2,6 millions d'hectares, superficie supérieure aux terres actuellement cultivées, qui avoisinent les 2,1 millions d'hectares [MAEP, 2006].

### *Agriculture traditionnelle et de subsistance*

Cette situation reflète la forte croissance démographique mais aussi une permanence de l'économie agricole, dominée par la riziculture qui concerne encore 87 % des exploitations et 60 % des surfaces cultivées [MAEP, 2006]. La prépondérance du riz explique une structure du PIB stable depuis plus de 30 ans et dont l'évolution est fortement corrélée à cette production<sup>2</sup>.

Ce caractère permanent de l'économie agricole fait écho à l'immuabilité des systèmes agraires. L'agriculture malgache est encore largement caractérisée par la prédominance de modes de production basés sur des techniques culturelles tradi-

2. La valeur ajoutée économique directe de la filière rizicole, calculée en 1999, contribue à hauteur de 12 % au PIB national et de 43 % au PIB agricole en termes courants [Dabat, 2002]. À titre de comparaison, la filière crevette (baptisée « l'or rose » de Madagascar pour ses apports en devises étrangères) représente moins de 1 % du PIB [Henry *et alii*, 1998]. Par ailleurs, il existe une excellente corrélation entre le taux de croissance annuel de la production rizicole et le PIB national : coefficient de Pearson de 0,486 significatif à 1 % d'erreur, sur une période de 35 années (de 1971 à 2005) [Jenn-Treyer *et alii*, 2007].

tionnelles, peu performantes mais éprouvées. Toutefois on a observé des stratégies basées sur la diversification, qui concernent surtout les paysans les plus vulnérables. Ces stratégies de survie ont permis aux paysans de mettre en valeur différents types de terres, de minimiser la prise de risque liée à la spécialisation, de subvenir à leurs besoins primaires et de rester sur leur *tanindrazana*<sup>3</sup> sans être obligés de migrer. D'autres paysans se sont spécialisés dans la production rizicole ou les cultures de rente, mais ils sont confrontés à la stagnation de la productivité agricole. Toutefois la majorité des paysans demeurent réticents à la prise de risque et leur finalité reste en grande partie l'autoconsommation. Ils sont en situation d'autosubsistance et font face à un déficit alimentaire saisonnier ou permanent. Seule une minorité dégage un surplus de riz permanent pour la vente. Ainsi, d'après l'Enquête Permanente auprès des Ménages (EPM) de 2004, 45 % de la récolte de paddy (riz non décortiqué) est autoconsommée, 18 % est stockée pour faire face aux imprévus et seulement 37 % de la récolte est vendue.

Du fait de l'aversion aux risques, les résistances au changement technique sont nombreuses : faible utilisation d'engrais chimique (moins de 3 % des terres), mécanisation limitée et pénétration réduite des innovations qui permettraient une plus grande productivité de la terre et du travail. Le seul passage du semis direct ou du repiquage en foule du riz au repiquage en ligne pour 90 % des exploitations, a pris une quarantaine d'années dans une commune rurale étudiée sur les Hautes Terres<sup>4</sup> [Ramasinjatovo, 2006 ; Gannon, Sandron, 2006 ; Gastineau, 2006]. Le système de riziculture intensive (SRI) est un autre exemple d'innovation technique qui peine à s'imposer à Madagascar<sup>5</sup> [Laulanié, 2003 ; Stoop *et alii*, 2002 ; Uphoff, 1999 ; Moser, Barrett, 2003]. Cette innovation présentait *a priori* toutes les caractéristiques d'une *success story* inéluctable [Jenn-Treyer *et alii*, 2007] : conçue localement avec les paysans plutôt que par des experts, faiblement mécanisée dans une économie à la main-d'œuvre disponible, faiblement coûteuse en intrants, adaptée aux sols pauvres et à la capacité limitée d'irrigation, prometteuse en rendement dans un pays au déficit rizicole chronique. La diffusion du SRI s'est heurtée à la réalité des conditions de fonctionnement des petites agricultures familiales malgaches et aux logiques de production qui les sous-tendent : minimisation des risques, économie de ressources, stratégies de survie, rôle des échanges communautaires [Jenn-Treyer *et alii*, 2007 ; Gannon, Sandron, 2006]. Depuis plus de vingt ans, le SRI ne s'est diffusé que sur un peu plus de deux milles hectares, soit à peine 0,18 % de la superficie rizicole nationale.

L'innovation a aussi été freinée par l'environnement économique incertain de la production agricole. Les différentes politiques de développement n'ont pas eu les résultats escomptés. Entre 1960 et 1972, la stratégie centralisée post-indépendance de développement du secteur agricole (grandes opérations d'aménagement, vulga-

3. Terre des Ancêtres. Et dans une moindre mesure les paysans à revenus intermédiaires, qui dispose d'une production rizicole suffisante pour en vendre une partie.

4. Ampitafika, sur la route nationale entre Antananarivo et Antsirabe.

5. Le SRI est né à Madagascar mais se diffuse dans d'autres pays de tradition rizicole : Thaïlande, Chine...

risation et appui aux exploitations, contrats gouvernementaux, substitution des importations, accroissement des exportations...) a manqué de cohérence et de coordination entre actions, n'a pas rencontré l'adhésion et la participation de la population et s'est soldée par une faible croissance du PIB et des troubles sociaux. La politique socialiste qui a suivi du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 (planification, nationalisation des secteurs stratégiques, investissement public à outrance...) a entraîné un déficit budgétaire et une dette extérieure énormes débouchant sur une inflation importante. La libéralisation des échanges et le désengagement de l'État, mis en œuvre dans les années 1980 au travers de l'ajustement structurel (compression des dépenses publiques, déréglementation, renforcement du secteur financier, ouverture sur l'extérieur...) ont eu des effets importants en termes d'émergence de nouveaux opérateurs ainsi que sur la répartition de la valeur ajoutée agricole et la variation saisonnière des prix. Toutefois, les effets en termes de productivité et d'orientation de la production vers le marché ont été limités.

En effet, les conditions de marché d'une relance de la production n'étaient pas réunies [Hirsch, Leenhardt, 1993 ; Dabat *et alii*, 2005a]. Barrett *et alii* (2005) ont développé un modèle qui met en évidence la mauvaise intégration des marchés du riz et permet d'en apprécier les causes principales, aux niveaux local, régional et national<sup>6</sup> : d'une part, l'enclavement physique, qui se traduit par des difficultés d'approvisionnement en intrants et des coûts importants d'évacuation des produits ; d'autre part, l'inorganisation des marchés, se caractérisant par l'existence de profits marginaux liés à des positions d'oligopsonie, un défaut d'information au niveau des producteurs ou bien des distorsions du marché (quotas, barrières...) <sup>7</sup>.

Par ailleurs, la période de libéralisation a coïncidé avec un long cycle de baisse tendancielle des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux (années 1980-1990) qui a succédé à une période de bas prix administrés imposés par l'État pour préserver la paix sociale au niveau des grands centres urbains (années 1970). Le prix sur le marché national étant étroitement lié aux prix d'import depuis cette période [Jenn-Treyer, Magnay, 2005] <sup>8</sup>, les « signaux-prix » étaient donc peu incitatifs pour les producteurs [Razafimandimby, 1997].

C'est dans ce contexte de faible intégration des marchés que se pose la question de l'impasse démo-économique. Au cours des dix ans à venir, chaque année, en moyenne entre 400 000 et 450 000 individus (hommes et femmes) vont entrer en âge d'activité (16 ans) en milieu rural <sup>9</sup>. Face à l'émiettement de parcelles agricoles

6. Cette analyse est basée sur le principe selon lequel, si les marchés étaient efficients au sens walrasien du terme (profits marginaux nuls), les prix seraient censés s'équilibrer dans le temps, l'espace, et entre les différents états du produit, en tenant compte du transport, du stockage et des coûts d'usinage.

7. En conformité avec les travaux de FOFIFA/IFPRI (1997) qui montrent qu'entre 1992 et 1997, on est passé de 45 % à seulement 51 % des ménages agricoles ayant un accès permanent à plusieurs commerçants pour vendre leurs produits, avec 27 % des villages dans une situation de quasi-monopole permanent d'un seul commerçant et 22 % dans une situation de quasi-monopole occasionnel.

8. La part des importations dans le riz commercialisé est de 25 % en moyenne.

9. Estimation des auteurs à partir des données du Recensement Général de la Population de 1993.

de moins en moins viables et rentables, à la difficulté d'accès au foncier, les jeunes ruraux vont devoir chercher des emplois hors de leurs exploitations. Or, les emplois auxquels pourraient prétendre les jeunes ruraux sont rares. En milieu rural, les activités non agricoles sont peu nombreuses et en milieu urbain les créations d'emploi sont faibles. Ainsi, les secteurs du textile et du tourisme, qui apparaissent comme des secteurs d'expansion et de référence de l'économie malgache, ne sont susceptibles d'absorber au mieux que 43 000 actifs supplémentaires par an durant les prochaines années (APB Consulting, 2007). Les solutions à l'impasse démo-économique ne doivent-elles pas alors être recherchées, du moins dans un premier temps, dans le secteur agricole lui-même ?

### Des perspectives de sortie d'impasse

Après plusieurs décennies d'immobilité des structures agraires, se dessinent certains changements en profondeur des conditions du développement rural, qui pourraient offrir au pays des perspectives de sortie de l'impasse démo-économique. Ces perspectives peuvent être résumées en trois points : innovations techniques et institutionnelles dans les régions à forte pression foncière, mise en valeur de nouveaux espaces grâce à la migration des jeunes ruraux venant de régions densément peuplées, intégration plus affirmée de l'agriculture aux marchés à différentes échelles géographiques.

#### *Innovations et sécurisation des paysans*

Certaines innovations peuvent permettre à l'activité agricole de supporter une population de plus en plus nombreuse, notamment dans les régions où des facteurs sociaux et culturels sont encore des obstacles importants à la migration. On observe, dès la fin des années 1960, des communes rurales qui atteignent des densités supérieures à 100 hab./km<sup>2</sup> telles les campagnes autour d'Antananarivo ou de Fianarantsoa [Le Bourdieu, 1978]. Le système de production est alors intensif, basé sur la culture permanente du riz. Dans les régions où la possibilité d'extensification est particulièrement rare, où les exploitations familiales se sont restreintes au fur et à mesure des héritages, les stratégies des populations ont été diverses et complexes associant migration et innovation. L'étude de Tsarahonenana, dans la province d'Antananarivo, menée comparativement dans les années 1960 et 1990, en est une parfaite illustration. Le village est décrit dans les années 1960 comme à la limite de sa capacité de charge [Bonnemaison, 1971]. Sous la pression démographique, les populations ont eu une double stratégie : une intensification de l'occupation des lieux, d'une part ; et une construction territoriale renouvelée, d'autre part [Blanc-Pamard, Rakoto Ramiarantsoa, 2000]. L'aménagement des collines, la diversification des cultures, le drainage des bas-fonds, l'introduction du repiquage en ligne et les associations de cultures, sont quelques innovations qui ont permis au village de survivre dans une situation de forte croissance démographique.

Le développement de la riziculture pluviale sur les collines, qui s'observe depuis une dizaine d'années, est un mode d'adaptation pour répondre à la demande

croissante en riz et à l'augmentation de la pression foncière sur les terres inondées, [Dabat *et alii*, 2005b]. La culture irriguée peine à devenir plus performante : elle est confrontée à de lourdes contraintes de gestion technique, financière et sociale de l'eau, qui entravent la progression des rendements. Le riz pluvial, en complément des rizicultures aquatiques, conditionne dans plusieurs régions du pays à la fois la sécurité alimentaire et le développement rural. Plusieurs innovations techniques, en cours de diffusion, proposent aux exploitants de concilier les objectifs de production et de durabilité, notamment les variétés de riz pluvial d'altitude ou acclimatées à plusieurs régimes hydriques et les systèmes pluviaux à base de semis direct sur couverture végétale. Ces techniques agro-écologiques restaurent la fertilité des sols, limitent l'érosion et autorisent les cultures pluviales sans colmater les rizières en bas fonds, propres à la culture irriguée. Ces innovations permettent l'adaptation à des situations de mauvaise maîtrise de l'eau, très fréquentes dans le pays et la mise en valeur des zones marginales.

Toutefois, pour que les agriculteurs acceptent et mettent en œuvre les nouvelles techniques qui les intéressent, il faut réunir certaines conditions et parfois faire preuve d'innovation en matière d'organisation. Un effort considérable est actuellement consenti pour améliorer l'environnement économique et institutionnel de la production agricole et sécuriser la prise de risque par les exploitations.

Tout d'abord, il paraît nécessaire de sécuriser les droits fonciers des paysans. La politique foncière suivie jusqu'à présent était figée sur des principes établis à l'époque coloniale. La négation des modes de reconnaissance foncière traditionnels et l'illusion d'une gestion foncière exclusive de l'État, combinées à une paupérisation des services publics, ont provoqué une paralysie de l'administration foncière et une précarisation des droits sur le sol. À partir de 2004, le gouvernement a engagé une réforme foncière qui se base sur la modernisation des services fonciers régionaux et la mise en œuvre d'une gestion foncière décentralisée au niveau des communes par le biais des guichets fonciers [Teyssier *et alii*, 2006]. Cette réforme devrait permettre la réduction du risque de spoliation perçu par les agriculteurs, mais également leur donner la possibilité de recourir au crédit agricole en utilisant leurs titres ou certificats fonciers en garantie. La mise en place des Zones d'Investissement Agricole complète cette réforme et devrait promouvoir la production, développer le salariat agricole et accroître les revenus des paysans. Sur le plan macroéconomique, cette réforme devrait stimuler le marché foncier et être un outil de promotion de l'immigration et de l'investissement [SMB, 2007].

D'autres initiatives récentes devraient renforcer les effets de la sécurisation foncière et faciliter l'amélioration de la productivité des exploitations : l'adoption d'une Stratégie Nationale Engrais, visant à assurer un fonctionnement normal de la filière par un désengagement de l'État, et à terme une diminution du risque de rupture d'approvisionnement pour les exploitants ; la mise en place d'un Observatoire du Riz et la constitution d'une Plate Forme de Concertation et de Pilotage de la filière Riz, qui se complètent pour assurer une information fiable et régulière de tous les acteurs, fluidifier le marché, rendre plus transparent le fonctionnement de la filière et ainsi permettre un meilleur pilotage de celle-ci et atténuer le risque de

prix pour les producteurs ; l'engagement d'une réforme de la fiscalité locale, visant une harmonisation des pratiques aux niveaux local et régional, supprimant les risques de marché liés à l'application de barrières tarifaires ou non tarifaires décidées localement ; la mise en place d'un réseau de Centre de Services Agricoles, armature d'un système de conseil aux agriculteurs qui devrait à terme leur permettre une meilleure maîtrise des risques liés à l'adoption des techniques améliorées [Jenn-Treyer *et alii*, 2007].

### *La mise en valeur de nouveaux espaces*

Si le milieu rural ne fournit pas suffisamment d'emplois, les futurs jeunes actifs devront quitter leur village d'origine pour migrer vers les villes ou vers d'autres zones rurales moins densément peuplées où il est plus facile d'accéder à la terre. Il est difficile de dire ce que seront les migrations de demain, faute de connaissance sur les flux actuels. On sait toutefois que les migrations internes ne s'effectuent pas exclusivement des zones rurales vers les zones urbaines : la moitié des migrants vont s'installer en milieu rural (recensement 1993). De manière générale, les districts qui attirent les migrants disposent de zones agricoles de production ou d'élevage avec une bonne accessibilité et de zones d'implantation industrielle [INSTAT, 1997]. La migration pourrait jouer un rôle plus important dans la répartition spatiale de la population avec un objectif de meilleur aménagement du territoire et avec des conséquences importantes sur l'agriculture et la production agricole. Si certaines zones sont actuellement « surpeuplées » au point que les jeunes doivent migrer, il subsiste à Madagascar de nombreuses zones rurales « sous-peuplées » qui pourraient être mises en valeur. La migration pourrait alors permettre, d'une part, de diminuer la pression démographique dans certaines régions et de favoriser l'émergence de grandes exploitations plus productives ; d'autre part, de mettre en culture des surfaces jusqu'à maintenant inexploitées ou d'améliorer la productivité dans des exploitations qui manquent de main-d'œuvre<sup>10</sup>.

Toutefois, comme partout ailleurs, la migration à Madagascar dépend de facteurs économiques, sociaux et culturels, et il est difficile de susciter ou d'orienter ces migrations pour qu'elles correspondent à des objectifs d'aménagement du territoire. De plus, pour que la migration puisse être un levier du développement économique en général et de l'agriculture en particulier, là aussi certaines conditions doivent être réunies. Les zones rurales doivent proposer des conditions d'accueil attrayantes (sécurisation foncière, services publics...) et les futurs migrants doivent être un minimum scolarisés et formés aux techniques agricoles productives et innovantes. Or jusqu'à aujourd'hui, le niveau d'instruction de la population rurale reste faible. Cependant, la politique actuelle cherche à développer des zones à fortes potentialités agricoles. Le Programme National de Décentralisation et de Déconcentration, récemment validé par le Gouvernement, vise à

10. Du semis direct qu'ils pratiquent actuellement, les riziculteurs de la région d'Anjozorobe disent qu'ils « passeront » au repiquage lorsqu'ils seront assez nombreux pour disposer de la main-d'œuvre indispensable à cette technique génératrice de plus hauts rendements [Rakoto Ramiarantsoa, 2005].



renforcer cette politique d'aménagement du territoire, en donnant plus de pouvoirs et de moyens pour cela aux collectivités territoriales.

Pour la mise en œuvre de cette stratégie, l'État compte également sur une nouvelle catégorie d'exploitants, les « agroentrepreneurs ». Ce sont des agriculteurs disposant généralement d'un bon niveau d'éducation, pratiquant une agriculture moderne, avec un capital d'exploitation important et des surfaces individuelles de quelques dizaines d'hectares. Ils sont encore peu nombreux et ont commencé à s'installer dans le cadre de l'appui au développement de l'élevage laitier. Ces opérateurs se sont focalisés sur les principales filières de l'agriculture (riz pluvial, riz pluvial, oléagineux), de l'élevage (bovin, volaille et porc) et de la pisciculture. Ils cherchent à relever le défi d'un développement rapide de la production en conformité avec les normes exigées par les marchés internationaux.

#### *L'intégration des marchés intérieurs et régionaux*

Après une longue période de baisse, depuis quelques années, les cours internationaux des produits agricoles semblent durablement orientés à la hausse. Pour le riz, cette hausse est surtout due à la difficulté pour certains pays, notamment la Chine et l'Inde, d'augmenter les surfaces cultivables du fait de l'urbanisation croissante et des contraintes de maîtrise de l'eau. De plus, l'intensification semble atteindre les limites permises par la révolution verte des années 1970. La hausse des cours mondiaux du riz est ainsi due à un décrochage de la production par rapport à une demande croissante, se traduisant par de bas stocks mondiaux.

D'après la FAO [2003], les cours devraient continuer à être soutenus dans les deux à trois prochaines années. L'OCDE prévoit une stabilisation du cours international aux alentours de 315\$/t. En favorisant des prix du riz rémunérateurs pour les paysans, ces cours élevés devraient contribuer à la relance de la production malgache et à l'orientation de celle-ci vers le marché. Ces prix seront aussi soutenus par la demande nationale, tirée par la croissance démographique et l'urbanisation.

Suite à la crise du marché national du riz de 2004, qui marquait le retour à des prix élevés au niveau international [Dabat *et alii*, 2006 ; Jenn-Treyer, 2006], un Observatoire du Riz a été mis en place avec l'appui de la FAO. Cet outil est doté de deux missions principales : animer un système d'informations de marché et produire des analyses hebdomadaires du marché pour aider l'ensemble des acteurs de la filière à prendre leurs décisions. Ce maillage informationnel, relayé par les radios nationale et régionales, doit permettre à l'ensemble des acteurs du marché de disposer de la même information, là où auparavant, celle-ci était fragmentée et dans les mains de réseaux de collecteurs, sans que les producteurs n'y aient accès. Même si l'intégration du marché au niveau national relève d'autres paramètres, tel l'efficacité du réseau routier, l'accès pour l'ensemble des acteurs à l'information la plus complète possible y contribue significativement. Il devrait favoriser à terme des gains de productivité de la filière riz nationale, liés au resserrement des marges en aval de la filière, induit par l'accroissement de la compétition entre opérateurs. Dans le même temps, l'accroissement du pouvoir de négociation des producteurs

devrait leur permettre de récupérer une partie plus importante de la valeur ajoutée générée par la filière, et donc de consentir des efforts accrus en matière d'augmentation de la production.

Certaines évolutions de l'organisation du commerce international pourraient favoriser une meilleure intégration de l'économie agricole malgache dans l'économie régionale. D'une part, les marchés de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) ont commencé à s'ouvrir et une libéralisation totale est prévue en 2010 et 2012. La préparation de l'accord d'intégration régionale de la SADC a créé de réelles attentes de la part des opérateurs, la perspective d'un accès privilégié à un marché de plus de 200 millions de consommateurs étant à l'évidence attractive. D'autre part, le Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA) dispose d'une zone de libre-échange à laquelle participe Madagascar et qui devrait être à terme élargie à tous les pays de la région. Ainsi, Madagascar bénéficie d'un accès à taux 0 sur les marchés d'Éthiopie, du Kenya et d'Ouganda, alors que les pays ne participant pas à la zone de libre-échange sont soumis à un droit de douane à l'importation de 35 %. Or, aujourd'hui seule l'Égypte exporte du riz sans droit de douane vers ces pays alors que le riz malgache bénéficie aussi de ce régime préférentiel. Développer les exportations dans la zone COMESA permettrait de générer à la fois une amélioration de la balance commerciale et des recettes fiscales supplémentaires liées au surplus d'importations en période de soudure<sup>11</sup>.

Par ailleurs, faisant partie des Pays les Moins Avancés (PMA), Madagascar bénéficie d'un accès sans droit de douane et sans quota au marché européen dans le cadre de l'initiative « Tous sauf les armes ». Madagascar va également bénéficier de la mise en place d'un Accord de Partenariat Économique avec l'Union Européenne dans le cadre de l'Afrique Orientale et Australe. Cet accord devrait lui offrir des opportunités supplémentaires notamment en matière d'accès au marché européen pour ces produits agricoles. Cet Accord prévoit notamment un assouplissement des règles d'origine, des appuis en matières de mises aux normes et un volet développement visant à la mise à niveau des économies de la région. L'Accord vise aussi à renforcer l'intégration régionale, en particulier au sein de la COMESA.

Enfin, les négociations à l'OMC, si elles aboutissent, entraîneront une plus grande ouverture des marchés des pays développés et surtout des marchés des pays émergents en forte croissance, cette ouverture pouvant être quasi-totale pour les produits des PMA. Ce sont autant d'opportunités offertes aux produits malgaches.

Toutefois, pour enclencher ce cercle vertueux de l'intégration interne et externe, plusieurs conditions sont à réunir qui pour certaines sont en voie de l'être : des prix du paddy durablement incitatifs<sup>12</sup>, l'amélioration de la qualité des produits et le respect des normes, une politique efficace en termes d'accès aux intrants, au

11. Notons que la demande de riz pour l'ensemble du continent africain est très largement insatisfaite par l'offre régionale. En 2005, l'Afrique a dû importer 9,8 millions de tonnes de riz. En 2010, les prévisions d'importation fournies par la FAO sont encore de 8 millions de tonnes, en tablant sur une amélioration de la production continentale (plus de 15 millions de tonnes de riz, soit 4 millions de plus qu'en 2000).

12. Les prévisions de la FAO et de l'OCDE sont assez encourageantes dans ce domaine (OCDE-FAO 2007).

conseil agricole et au crédit agricole, de réhabilitation et d'entretien des périmètres irrigués, de construction d'infrastructures notamment routières<sup>13</sup>, d'accompagnement des migrations intérieures, de sécurisation des personnes, des biens et du foncier... L'ensemble de ces conditions s'inscrit dans un temps long, et, hormis peut-être celle portant sur les prix, sont avant tout tributaires de l'absence de crises de transition dans l'exercice du pouvoir, ce qui a rarement été le cas par le passé.

## Conclusion

Les observateurs des structures agraires malgaches des années 1970 à 1990 [Raison, 1972 ; Raison, 1973, Pélissier, 1976 ; Raison, 1984 ; Rabearimanana *et alii*, 1994 ; Rakoto, 1995...] avaient déjà diagnostiqué le défi démographique auquel le pays est confronté depuis les années 1950, devenu prégnant aujourd'hui. Notre contribution s'est limitée à montrer que les conditions aux solutions de type migration interne ou intensification agricole, imaginées par ces observateurs, se trouvent plus que jamais réunies du fait de politiques volontaristes de l'État et de perspectives favorables du marché international.

Madagascar est confronté au doublement de sa population en une génération et à la large incapacité des secteurs secondaire et tertiaire à absorber en moyenne 350 000 entrants supplémentaires dans la vie active chacune des vingt prochaines années. L'accompagnement dans le temps des démarches de migrations intérieures et des logiques d'amélioration de la performance agricole en général, et rizicole en particulier, en relation avec les exigences des marchés, s'avèrent centrales pour rendre effectives les ambitions politiques de développement agricole.

La recomposition des rôles d'acteurs devrait permettre de relever plus facilement ce défi démo-économique : glissement du rôle de l'État depuis la production agricole vers l'appui aux producteurs, affaiblissement des unités de transformation et de commercialisation traditionnelles (infrastructures coûteuses, surcapacité, endettement...), émergence de micro-opérateurs indépendants capables de réagir rapidement et avec plus d'efficacité en situation de concurrence accrue (de petite taille, localisés près des lieux de consommation, bien informés des évolutions du marché, travaillant en flux tendus...), apparition d'une nouvelle classe d'agriculteurs capitalistes...

Cette transition de l'agriculture pourrait s'accompagner d'une réorganisation des formes de travail (substitution du salariat à la petite exploitation...) et des rapports entre territoires (villes, campagne, littoral...) et expose le pays à des risques face auxquels il convient de rester vigilant : dualisme des systèmes de production (agro-entreprises et agriculture familiale), segmentations régionales, exclusion de certaines catégories de population, clivages rural/urbain... Si une chance historique s'offre à Madagascar de devenir le grenier à riz de l'Afrique, ce

13. Après une période de désengagement, le Programme National en cours Bassins Versants – Périmètres Irrigués draine des fonds importants de plusieurs bailleurs pour la réhabilitation des infrastructures d'irrigation ; tandis que la construction d'infrastructures routières est l'une des priorités de la Présidence actuelle.

processus est toutefois encore embryonnaire et reste fragile. Il nécessite d'être soutenu très attentivement, que ce soit sur le plan du pilotage du marché du riz proprement dit que des mesures d'accompagnement nécessaires à son développement.

## Remerciements

Les auteurs remercient les participants au projet RuralStruc (Banque mondiale et Coopération française, 2006-2008), analyse comparative des implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural (sept pays), autres que les auteurs de l'article. Il s'agit en premier lieu de Bruno Losch (initiateur du projet) ; d'experts du Cabinet APB Consulting : Rivo Ramboarison, Lalaina Randrianarison et Lydia Rondro-Harisoa ; de membres du Comité de pilotage du projet : Bebe Razaiarimanana (EPP-PADR) et Joceline Solonitompoinony (UPDR-MAEP). Ce projet a fourni de précieux matériaux pour cet article.

## BIBLIOGRAPHIE

- APB CONSULTING [2007], Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural. Première phase : Synthèse nationale Madagascar, Rural Struc, Janvier, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0,,menuPK:311690~pagePK:146732~piPK:64087638~theSitePK:258644,00.html>.
- BANQUE MONDIALE [2002], *Revue du Secteur Rural/Environnement pour Madagascar*, Note Conceptuelle, 13 p. + annexes.
- BARRETT C.B., MINTEN B., MOSER C. [2005], *Missed opportunities and missing markets : Spatio-temporal arbitrage of rice in Madagascar*, Cornell University, Working Paper, January, 14 p.
- BERNSTEIN H., T.J. BYRES, [2001], « From Peasant Studies to Agrarian Change », *Journal of Agrarian Change*, vol. 1, n° 1, p. 1-56.
- BLANC-PAMARD C., RAKOTO RAMIARANTSOA H. [2000], *Le terroir et son double. Tsarahononana 1966-1992, Madagascar*, Paris, IRD, coll. À travers Champs, 245 p.
- BOCKEL L., DABAT M.-H. [2001], « Améliorer la productivité du travail dans la riziculture pour lutter contre la pauvreté à Madagascar », communication au séminaire « *La pauvreté à Madagascar : état des lieux, réflexions sur les politiques de réduction et leur mise en œuvre* », IRD/DIAL, INSTAT, 5-6-7/02 Antananarivo, 12 p.
- BONNEMAISON J. [1971], « Des riziculteurs d'altitude : Tsarahononana », *Études Rurales*, n° 37-38-39, p. 326-344.
- CAMPBELL G. [1988], « Slavery and fanompoana : the structure of forced labour in Imerina (Madagascar), 1790-1861 », *Journal of African History*, n° 29, p. 463-486.
- CAMPBELL G. [1991], « The state and pre-colonial demographic history : the case of nineteenth-century Madagascar », *Journal of African History*, n° 32, p. 415-445.
- DABAT M.-H., [2003] *Analyse de la filière riz à Madagascar*, MEMENTO de l'agronome, CIRAD-GRET-Ministère des Affaires étrangères, 15 p.
- DABAT M.-H., JENN-TREYER O., BOCKEL L., RAZAFIMANDIMBY S. [2005a], « Quelles institutions pour un développement durable de la riziculture malgache ? », Journées de la SFER : *Les institutions du développement durable des agricultures du Sud*, Montpellier, 7-8-9 novembre.

- DABAT M.-H., JENN-TREYER O., MAGNAY J., MINTEN B. [2006], « The 2004 rice crisis in Madagascar », in B. Minten et P. Dorosh, *Madagascar in Disarray : Policy Options for Increased Efficiency and Price Stabilization, Africa Region Working Paper Series*, n° 101, World Bank, September, 73 p., p. 10-15.
- DABAT M.-H., PONS B., RAZAFIMANDIMBY S. [2005b], *Préférences des consommateurs et message des prix : le cas du riz pluvial à Antsirabe*, Madagascar, communication au colloque international de la Société Française d'Économie Rurale (SFER) : *Au nom de la qualité : quelle(s) qualité(s) demain, pour quelle(s) demande(s) ?*, 5-6 octobre, Clermont-Ferrand, France, in Actes Enita Clermont, p. 109-117.
- FAO [2003], *Medium-term prospects for agricultural commodities, projections to the year 2010*, Rome, 89 p.
- FAO [2007], *Rice Market Monitor*, vol. X, n° 2, June, 26 p.
- GANNON F., Sandron F. [2006], « Diffusion d'une innovation avec révision des croyances individuelles », *Travaux et documents du programme de recherche « Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches »*, n° 10, Antananarivo, IRD, 26 p.
- GASTINEAU P. [2006], « Adoption de l'innovation et modèle à seuils », *Travaux et documents du programme de recherche « Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches »*, n° 11, Antananarivo, IRD, 21 p.
- INSTAT [1997], *Recensement général de la population et de l'habitat 1993 – Volume 2 rapport d'analyse – Tome V Migration*, Antananarivo, Institut National de la Statistique, 133 p.
- HIRSCH R., LEENHARDT B. [1993], *Le riz et le problème vivrier malgache*, 75 p + annexes.
- JENN-TREYER O., DABAT M.-H., GRANJEAN P. [2007]. Une deuxième chance pour le système de riziculture intensive à Madagascar ? La recherche d'un compromis entre gain de productivité et investissement en facteur de production, communication au Colloque international « Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques », Antananarivo, 23-24 avril 2007 (IRD/DIAL, INSTAT, EPP-PADR), 18 p.
- JENN-TREYER O. [2006], « Le pilotage du marché du riz à Madagascar, pour une meilleure intégration nationale et régionale », *CNUCED – Atelier régional – intégration des OMD dans les politiques commerciales*, Dakar, 29 mai-01 juin, 18 p.
- JENN-TREYER O., MAGNAY J. [2005]. *Development of rice markets*, in Minten B. et Dorosh P. (éd.), « Madagascar in Disarray : Policy Options for Increased Efficiency and Price Stabilization », *Africa Region Working Paper Series*, n° 101, World Bank, September, 73 p., p. 16-17.
- KAUTSKY K. [1899], *The Agrarian Question*, 2 vol., translated by Pete Burgess, London, Zwan Publications (1988).
- LAULANIE H. de [2003], *Le riz à Madagascar. Un développement en dialogue avec les paysans*, Paris/Antananarivo, Karthala/Éditions Ambozontany, 288 p.
- LE BOURDIEC F. [1978], *Hommes et paysage du riz à Madagascar. Étude de géographie Humaine*, Antananarivo, FTM, 647 p.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE, [2006], *Recensement Général de l'Agriculture 2004-2005*, Madagascar.
- MOSER C.M. et BARRETT C.B. [2003], « The disappointing Adoption dynamics of a yield-increasing, low external input technology : the case of SRI in Madagascar », *Agricultural Systems*, n° 76, p. 1085-1100.
- OCDE – FAO [2007], *Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO*, 245 p.
- PÉLISSIER P. [1976], « Les riziculteurs de hautes terres malgaches et l'innovation technique », *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XIII, n° 1, p. 41-56.

- RABEARIMANANA G., RAMAMONJISOA J., RAKOTO H., RAISON J.-P. (coord.) [1994], *Paysanneries malgaches dans la crise*, Paris, Karthala, 385 p.
- RAFREZY V., RANDRETSIA I. [1985], *Population de Madagascar – Situation et perspectives d'avenir*, Antananarivo, Ministère de la recherche scientifique et technologique pour le développement, 154 p.
- RAISON J.-P. [1972], « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne », *Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Mouton, Paris/La Haye, p. 407-425.
- RAISON J.-P. [1973], « Conditions et conséquences de l'intensification de l'agriculture sur les Hautes terres malgaches », communication présentée au Colloque d'Accra sur la *Croissance Démographique en Afrique et à Madagascar*, décembre 1971, Terre malgache, juillet, 10 p.
- RAISON J.-P. [1984], *Les hautes terres de Madagascar*, Paris, ORSTOM/Karthala, 547 p.
- RAKOTO RAMIARANTSOA H. [1995], *Chair de la terre, œil de l'eau... : paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*, IRD, coll. À travers champs/ORSTOM, 370 p.
- RAKOTO RAMIARANTSOA H. [2005], *Politique publique et prise en charge des territoires : le local, entre reconnaissance et enjeux. Quelques exemples malgaches*, Poitiers, ICoTEM, 12 p.
- RAMASINJATOVO N. [2006], « Diffusion spatiale de l'innovation », *Travaux et documents du programme de recherche « Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches »*, n° 9, Antananarivo, IRD, 25 p.
- RAZAFIMANDIMBY L. [1997], « Ajustement dans le secteur agricole : insuffisance des réformes de prix et faiblesse de la compétitivité », *Revue Économie de Madagascar, Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation*, n° 2, octobre, p. 13-36.
- RAZAFIMANJATO J., RANDRIAMANJAKASOA J.H., RABEZA V., RAKOTONDRAJAONA V.R., ALLMAN J. [2001], « La situation démographique de Madagascar », *Population*, vol. 56, n° 4, p. 657-668.
- SECRÉTARIAT MULITI-BAILLEURS (SMB), [2007], *Le développement rural à Madagascar : à la croisée de l'intersectoriel et de la décentralisation*, Note de capitalisation, version provisoire pour discussion, 9 janvier, 87 p.
- STOOP W.A., UPHOFF N., KASSAM A. [2002], « A review of agricultural research issues raised by the system of rice intensification (SRI) from Madagascar : opportunities for improving farming systems for resource-poor farmers », *Agricultural Systems*, n° 71, p. 249-274.
- TEYSSIER A., RAHARISON H., RAVELOMANANTSOA Z. [2006], « La réforme foncière de Madagascar ou le pari de la compétence locale », *Land Reform Bulletin*, 14 p.
- THORNER D., KERBLAY B., SMITH ROBERT R.E.F. (éd.) [1966], *A.V. Chayanov on The Theory of Peasant Economy*, Homewood, Illinois, American Economic Association.
- UNITED NATIONS [2005], *World Population Prospects : The 2004 Revision and World Urbanization Prospects : The 2005 Revision*, New York, Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat.
- UPHOFF N. [1999], « What can be learned from the system of rice intensification in Madagascar about meeting future food needs », paper for *Conference on « Sustainable Agriculture : New Paradigms and Old Practices ? »*, Bellagio, April 26-30.